

Règlement de la Commission de gestion (CdG)

Toute désignation de personne dans le présent document s'applique aux personnes de tous les genres.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1 Objet et base légale

1. Le présent règlement régit l'organisation, les compétences et le fonctionnement de la Commission de gestion (ci-après : CdG) d'alliance care.
2. Il est adopté par l'Assemblée des déléguées sur proposition de la CdG, conformément à l'art. 6 al. 1 let. n des Statuts.
3. Il concrétise les art. 5 let. C et art. 8 des Statuts d'alliance care.
4. En cas de contradiction, les Statuts priment.

Art. 2 Position institutionnelle

1. La CdG est un organe spécialisé de surveillance d'alliance care. Elle exerce son mandat sur délégation de l'Assemblée des déléguées, à laquelle revient la haute surveillance des organes au sens de l'art. 6 al. 1 let. g des Statuts.
2. Elle agit pour le compte de l'Assemblée des déléguées, en tant qu'organe suprême de l'association, conformément à l'art. 8 al. 1 let. a des Statuts.
3. Elle exerce son activité de manière indépendante du Conseil des soins, de la Direction et des autres organes de l'association.

II. COMPOSITION ET MANDAT

Art. 3 Composition

1. La CdG se compose de cinq (5) à sept (7) membres, conformément à l'art. 8 al. 2 des Statuts.
2. Une même association affiliée ne peut être représentée à la CdG que par un seul membre au plus.
3. La présidente et la vice-présidente doivent être membres d'alliance care.
4. Les membres de la CdG ne peuvent appartenir à aucun autre organe de l'association au sens de l'art. 5 des Statuts.
5. La CdG se constitue elle-même : elle élit en son sein un membre à la présidence et un membre à la vice-présidence, conformément à l'art. 8 al. 3 des Statuts.

Art. 4 Indépendance et conflits d'intérêts

1. Les membres de la CdG exercent leur mandat en toute indépendance et dans l'intérêt exclusif de l'association.
2. Ils ne reçoivent d'instructions d'aucun autre organe.
3. Tout membre de la CdG qui se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, réel ou apparent, la déclare sans délai à la présidence de la CdG. La déclaration est mentionnée au procès-verbal.
4. Le membre concerné se récuse automatiquement pour toute affaire :
 - a) le concernant personnellement ;
 - b) concernant directement l'organisation dont il est issu ou au sein de laquelle il exerce une fonction ;
 - c) dans laquelle un conflit d'intérêts durable ou grave est constaté par la majorité des autres membres.
5. En cas de doute sur l'existence d'un conflit d'intérêts, la CdG statue à la majorité simple, le membre concerné ne prenant pas part au vote.

Art. 5 Durée du mandat

1. La durée du mandat des membres de la CdG est de quatre ans, conformément à l'art. 8 al. 4 des Statuts.
2. Une double réélection est possible, la durée totale maximale étant de douze (12) ans.
3. Le mandat court d'une Assemblée des délégués ordinaire à la suivante.

Art. 6 Fin anticipée du mandat et remplacement

1. Un membre de la CdG peut être appelé à quitter son mandat avant terme pour de justes motifs, notamment :
 - a) la violation grave ou répétée des obligations découlant du mandat, des Statuts ou du présent règlement ;
 - b) la perte des conditions d'éligibilité (appartenance à un autre organe, double représentation au sein de la CdG, etc.) ;
 - c) un conflit d'intérêts durable et irrémédiable incompatible avec l'exercice du mandat ;
 - d) l'incapacité durable à exercer le mandat ;
 - e) la violation du devoir de confidentialité (art. 13).
2. La CdG constate les justes motifs à la majorité des deux tiers de ses membres, le membre concerné ne prenant pas part au vote. Elle transmet sa constatation motivée à l'Assemblée des délégués, qui prononce, le cas échéant, la révocation conformément à l'art. 6 al. 1 let. I des Statuts.
3. Avant toute constatation de justes motifs, le membre concerné est entendu par la CdG. Il peut se faire assister d'une personne de confiance. Un délai d'au moins dix jours lui est accordé pour préparer sa défense.
4. En cas de démission, de décès, de perte des conditions d'éligibilité ou de révocation, l'Assemblée des délégués procède, lors de sa plus prochaine séance, à l'élection d'un nouveau membre pour la durée restante du mandat.

III. TÂCHES ET COMPÉTENCES

Art. 7 Tâches et compétences générales

1. La CdG exerce les tâches suivantes, conformément à l'art. 8 des Statuts.
2. Dans l'exercice de ces tâches, elle vérifie la conformité des activités des organes avec les Statuts, les règlements et les décisions de l'Assemblée des déléguées, et examine l'utilisation des ressources de l'association sous l'angle de la légalité, de la régularité, de l'économicité, de l'opportunité, de la réalisation des objectifs et de la conformité à la stratégie approuvée par l'Assemblée des déléguées.
3. La révision interne des comptes annuels, la consultation sur les affaires de grande portée financière et l'établissement du rapport annuel sont régies respectivement par les art. 8, 9 et 11 du présent règlement.
4. Lorsqu'elle constate des violations des Statuts, des règlements, des décisions de l'Assemblée des délégués ou des principes de bonne gestion, la CdG en informe immédiatement le Conseil des soins et la Direction. Si aucune mesure corrective n'est prise dans un délai raisonnable au regard de la gravité des faits, la CdG saisit directement l'Assemblée des déléguées par un rapport écrit extraordinaire et peut, le cas échéant, recommander la convocation d'une Assemblée des déléguées extraordinaire au sens de l'art. 6 des Statuts.

Art. 8 Contrôle financier (révision interne)

1. La CdG procède à un contrôle interne des comptes annuels.
2. La CdG prend connaissance du rapport de l'Organe de révision externe et s'appuie sur celui-ci. Elle porte son examen sur la gouvernance financière, en particulier :
 - a) la régularité de la tenue des comptes sous l'angle des Statuts, des règlements et des décisions de l'Assemblée des déléguées ;
 - b) la conformité des dépenses au budget approuvé par l'Assemblée des déléguées et aux décisions du Conseil des soins ;
 - c) l'opportunité des principaux engagements financiers au regard de la stratégie approuvée par l'Assemblée des déléguées ;
 - d) la suite donnée aux observations et recommandations formulées par l'Organe de révision externe lors des exercices précédents.
3. Elle peut formuler des recommandations à l'attention du Conseil des soins et de l'Assemblée des déléguées.

Art. 9 Consultation et auditions

1. La CdG peut être consultée où demander à être entendue sur toute affaire ayant une portée financière ou stratégique importante.
2. Elle peut procéder à l'audition des membres du Conseil des soins, des membres de la Direction, des membres des commissions ou de tiers concernés.
3. Elle peut émettre des avis ou des recommandations non contraignants à l'attention de l'Assemblée des délégués et du Conseil des soins.
4. La Direction informe préalablement la CdG de tout engagement non inscrit au budget approuvé par l'Assemblée des délégués portant sur un montant supérieur à cent mille (100'000) francs suisses, ainsi que de toute transaction immobilière. La CdG dispose d'un délai de quinze jours pour émettre une recommandation à l'attention du Conseil des soins. En cas d'irrégularité ou de risque significatif, elle peut saisir les organes compétents selon l'art. 7 al. 4 du présent règlement.

Art. 10 Droits d'information

1. La CdG dispose d'un droit d'information complet dans l'exercice de son mandat.
2. Elle peut consulter tous les documents nécessaires, sous réserve des obligations légales de confidentialité.
3. Le Conseil des soins et la Direction sont tenus de lui fournir les informations et documents demandés dans un délai raisonnable, en règle générale de vingt (20) jours.
4. Tout refus ou retard injustifié est consigné dans le rapport annuel de la CdG à l'Assemblée des délégués.

IV. ORGANISATION INTERNE

Art. 11 Fonctionnement et prise de décision

1. La CdG se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au minimum deux (2) fois par an.
2. Les séances peuvent se tenir en présentiel, en visioconférence ou format hybride.
3. Elle délibère valablement lorsque la majorité de ses membres est présente.
4. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres votants. Les abstentions ne comptent pas dans les voix exprimées.

5. En cas d'égalité, la voix de la présidence est prépondérante.
6. La CdG peut également statuer par voie de circulation écrite ou électronique lorsque l'urgence le justifie ou lorsque l'objet ne nécessite pas de délibération ; le délai de réponse est d'au moins sept (7) jours calendaires, réductible à trois (3) jours ouvrables en cas d'urgence dûment motivée.
7. Le calendrier des séances de la CdG est coordonné avec celui des séances du Conseil des soins et de l'Assemblée des déléguées, afin que les rapports et avis de la CdG puissent alimenter en temps utile les décisions de ces organes.
8. Les séances peuvent comporter (i) une partie ouverte à des invités, en particulier la Direction, le Conseil des soins ou des experts, et (ii) une partie à huis clos réservée aux membres de la CdG. Le procès-verbal de chaque partie est distinct ; le procès-verbal de la partie à huis clos est exclusivement adressé aux membres de la CdG.
9. Les documents préparatoires aux séances sont mis à la disposition des membres au moins dix (10) jours avant la date de la séance, sauf urgence dûment motivée.
10. Sur demande écrite et motivée d'au moins deux membres de la CdG, la présidence convoque une séance dans un délai de quatre semaines.

Art. 12 Documents et langues

1. Les langues officielles d'alliance care sont l'allemand et le français.
2. Les séances de la CdG se tiennent si possible avec traduction simultanée dans les deux langues officielles. L'utilisation d'un outil de traduction en ligne est privilégiée.
3. Les documents soumis à la CdG sont mis à disposition dans la mesure du possible dans les deux langues officielles au plus tard au moment de leur envoi aux membres.
4. Chaque membre de la CdG a le droit de s'exprimer et de voter dans la langue officielle de son choix.
5. Le rapport annuel à l'Assemblée des déléguées est rédigé dans les deux langues officielles.

Art. 13 Confidentialité

1. Les membres de la CdG sont tenus à la confidentialité sur toutes les informations obtenues dans l'exercice de leur mandat, en particulier sur les délibérations, les positions individuelles et les pièces consultées.
2. Cette obligation subsiste après la fin du mandat.
3. La violation du devoir de confidentialité peut constituer un juste motif de fin anticipée du mandat conformément à l'art. 6 du présent règlement.

Art. 14 Moyens et expertise externe

1. La CdG dispose des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à l'exercice de ses tâches.
2. Elle soumet chaque année à l'Assemblée des déléguées, à l'appui de son rapport annuel, une proposition de budget autonome pour l'exercice suivant. Ce budget est approuvé par l'Assemblée des déléguées et ne peut être modifié sans son accord.
3. Dans la limite de son budget approuvé, la CdG décide seule du recours à une expertise externe ainsi que de son mandat et du choix de l'expert. Elle n'est soumise à aucune autorisation préalable du Conseil des soins ou de la Direction.
4. Lorsqu'un besoin d'expertise externe excède le budget approuvé, la CdG saisit directement l'Assemblée des déléguées, au besoin par la voie d'une séance extraordinaire au sens des Statuts. Elle n'est pas tenue de requérir l'accord du Conseil des soins, en particulier lorsque l'expertise porte sur des affaires concernant le Conseil lui-même.
5. La Direction d'alliance care apporte à la CdG l'appui administratif et logistique nécessaire à l'exercice de ses tâches.

V. RAPPORTS, VOIES DE DROIT ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 15 Indemnités

1. Les membres de la CdG perçoivent une indemnité pour l'exercice de leur mandat.
2. Le montant et les modalités de l'indemnité sont fixés par l'Assemblée des délégués, sur proposition de la CdG elle-même.
3. L'indemnité comprend en règle générale des jetons de présence pour la participation aux séances et un forfait couvrant l'activité de surveillance hors séance, en particulier la lecture des dossiers, les contrôles et la rédaction du rapport annuel.
4. Les frais effectifs sont remboursés sur la base des tarifs en vigueur d'alliance care.

Art. 16 Procès-verbal et rapport annuel

1. Chaque séance de la CdG fait l'objet d'un procès-verbal. Celui-ci est approuvé lors de la séance suivante.
2. La CdG établit chaque année, à l'attention de l'Assemblée des déléguées, un rapport écrit retraçant l'exercice de son mandat durant l'exercice écoulé.
3. Ce rapport contient notamment :
 - a) une appréciation de la gestion du Conseil des soins, de la Direction et des autres organes soumis à sa surveillance ;
 - b) les résultats de la révision interne des comptes annuels et les principales observations formulées ;
 - c) les recommandations éventuelles adressées à l'Assemblée des déléguées et au Conseil des soins ;
 - d) la proposition de budget autonome de la CdG pour l'exercice suivant ;
 - e) le cas échéant, les refus ou retards injustifiés rencontrés dans l'exercice du droit d'information au sens de l'art. 10 al. 4.
4. Le rapport annuel est remis aux délégués avec la convocation à l'Assemblée des déléguées ordinaire, au plus tard trente-quatre (4) semaines avant celle-ci.

Art. 17 Voies de droit

1. Les décisions prises par la CdG dans l'exercice de son mandat peuvent faire l'objet d'un recours conformément à l'art. 12 des Statuts et au règlement de la Commission de recours.
2. Demeurent réservées les décisions expressément attribuées par les Statuts ou par un règlement à une autre instance pour décision définitive sur le plan interne.

Art. 18 Adoption, modification et entrée en vigueur

1. Le présent règlement est adopté par l'Assemblée des déléguées sur proposition de la CdG, conformément à l'art. 6 al. 1 let. n des Statuts.
2. Toute modification du présent règlement suit la même procédure.
3. Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par l'Assemblée des déléguées.

Approuvé par l'Assemblée des déléguées d'alliance care

Le _____